

# Les finances des départements

## Fonctionnement

### Fonctionnement (départements)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
<b>Charges de fonctionnement (1)</b>	<b>42 216</b>	<b>45 368</b>	<b>+7,5</b>	<b>48 340</b>	<b>+6,6</b>
Achats et charges externes	5 160	5 334	+3,4	5 640	+5,8
Frais de personnel	7 071	8 333	+17,8	9 927	+19,1
Subventions et contingents	28 592	30 157	+5,5	31 159	+3,3
Charges financières	719	780	+8,5	874	+12,0
Autres charges de fonctionnement	675	764	+13,2	740	-3,1
<b>Produits de fonctionnement (2)</b>	<b>51 550</b>	<b>54 336</b>	<b>+5,4</b>	<b>56 317</b>	<b>+3,6</b>
Impôts directs	18 403	19 019	+3,3	19 920	+4,7
Impôts indirects et autres taxes	14 720	16 027	+8,9	16 653	+3,9
Concours de l'Etat	12 926	13 196	+2,1	13 316	+0,9
- DGF	11 323	11 603	+2,5	11 849	+2,1
- Autres dotations	431	427	-0,8	425	-0,6
- Péréquation et compensations fiscales	1 172	1 165	-0,6	1 042	-10,6
Subventions et participations	3 249	3 652	+12,4	3 889	+6,5
Autres produits de fonctionnement	2 252	2 442	+8,4	2 539	+4,0
<b>Autofinancement (A)=(2) - (1)</b>	<b>9 333</b>	<b>8 968</b>	<b>-3,9</b>	<b>7 976</b>	<b>-11,1</b>

Les **charges de fonctionnement** atteignent 48,3 milliards d'euros en 2008. Elles restent dynamiques avec une progression de 6,6% en 2008, contre 7,5% en 2007. Cette évolution est principalement due à la hausse des frais de personnel et à celle des subventions et contingents.

Les **achats et charges externes** s'élèvent à 5,6 milliards d'euros, ils représentent près de 12% du total des dépenses de fonctionnement. Ce poste croît de 5,8% en 2008. Cette évolution résulte à la fois de l'accroissement des effectifs départementaux induisant des dépenses supplémentaires, mais également du renchérissement de certains postes de dépense (carburants et combustibles, contrats de prestataires de service, etc..).

Les **frais de personnel** enregistrent une forte hausse de 1 594 millions d'euros (soit +19,1%), à l'instar de l'année précédente (+17,8%). Cette progression découle pour partie (1 100 millions) de la poursuite des transferts des personnels techniciens et

ouvriers des services de l'éducation nationale ainsi que des personnels des directions départementales de l'équipement initiés par l'acte II de la décentralisation, dont le coût est compensé par un transfert de fiscalité de l'Etat. Hors effet de ces transferts, la progression des charges de personnel s'élève à 5,9%.

Les **subventions et contingents**, constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement avec 64,5% du total. En progression de 3,3%, ce poste comprend notamment les contributions obligatoires et participations à hauteur de 6,2 milliards d'euros (+2,4%) et les subventions (+6,4%) à hauteur de 2,5 milliards d'euros.

Parmi les **contributions obligatoires**, la progression la plus importante concerne le service d'incendie. En effet, cette contribution atteint 2,1 milliards d'euros et elle est en hausse de 6,9%. **La dotation de fonctionnement des collèges**, quant à elle, progresse de 2% pour atteindre près de 923 millions d'euros.

L'évolution significative des **subventions** (+6,4%) correspond à une augmentation générale des différentes composantes de ce poste, à l'exception du revenu minimum d'insertion (RMI).

Après une année de stabilisation en 2007, les dépenses au titre du RMI reculent en 2008 de 4,6% pour atteindre 5,8 milliards d'euros. Cela s'explique notamment par la baisse du nombre d'allocataires.

Malgré la décreue des dépenses liées au RMI, les aides à la personne progressent de 2,5% pour s'élever à 12,9 milliards d'euros en 2008.

L'aide personnalisée d'autonomie (APA) croît ainsi de 5,4% en 2008 pour atteindre près de 4,9 milliards d'euros. Par ailleurs, la montée en charge du dispositif de la prestation de compensation du handicap (PCH) se confirme en 2008. Les aides consacrées à cette prestation s'élèvent à près de 562 millions d'euros en 2008 contre près de 272 millions d'euros en 2007.

Les frais de séjour et d'hébergement progressent de 4,3% pour atteindre 9,5 milliards d'euros.

Les **charges financières** poursuivent leur progression et enregistrent une hausse de 12% en 2008 pour s'élever à 874 millions d'euros. Cette évolution est la conséquence du recours accru à l'emprunt et, dans une moindre mesure, du renchérissement des taux d'intérêts.

**Les produits de fonctionnement s'élèvent à 56,3 milliards d'euros et enregistrent une hausse de 3,6%, contre 5,4% en 2007.**

Cette moindre progression résulte notamment d'une modération du produit des impôts indirects.

Les **impôts directs** représentent plus de 35% des recettes de fonctionnement des conseils généraux. Ils enregistrent une hausse de 4,7% entre 2007 et 2008, en raison de la progression des bases d'imposition et, dans une moindre mesure, de la hausse des taux.

Les **impôts indirects et autres taxes** représentent le tiers des produits de fonctionnement. Ils s'élèvent à 16,6 milliards d'euros, soit une hausse de 3,9%.

La **taxe sur les contrats d'assurance** (TSCA) a progressé de 47,4% en 2008 pour s'élever à

plus de 3 milliards d'euros. Une fraction de la TSCA est destinée à couvrir les compétences transférées depuis 2005, tandis qu'une seconde fraction est destinée au financement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Les compétences transférées en 2008 - le transfert des personnels techniciens et ouvriers de service et des personnels des directions départementales de l'équipement ayant exercé leur droit d'option - expliquent la forte progression de la TSCA.

A la TSCA octroyée aux départements s'ajoute la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) qui vient compléter le financement des nouvelles charges transférées. En hausse de 4,6%, la TIPP s'élève à 5,2 milliards d'euros.

Les droits de mutation à titre onéreux s'élève à 7,2 milliards en 2008. Ils ont diminué de 8,7% entre 2007 et 2008, en raison du ralentissement observé sur le marché immobilier (baisse du nombre de transactions et tassement des prix).

Les **dotations de fonctionnement de l'Etat** connaissent une légère progression (+0,9% en 2008). Parmi ceux-ci, la dotation globale de fonctionnement (DGF) augmente de 2,1% et s'élève à 11,85 milliards d'euros. Suivant les dispositions du contrat de stabilité lancé en 2008, la DGF est indexée sur le taux de l'inflation hors tabac augmenté de 50% du PIB en volume. Cette ressource représente 89% des concours de l'Etat versés aux conseils généraux.

Les **péréquations et compensations fiscales**, d'un montant de 1 milliard d'euros, se répartissent par tiers entre les compensations au titre de la taxe professionnelle, des taxes foncières et de la taxe d'habitation. Elles diminuent de 10,6% en 2008 pour permettre le respect de la progression globale des dotations de l'Etat aux collectivités locales prévue dans le contrat de stabilité (+1,6%).

Les **subventions et participations** continuent leur progression (+6,5%), mais enregistrent une moindre hausse par rapport à celle de l'année précédente (+12,4%). Elles représentent 6,9% des recettes de fonctionnement départementales. Parmi celles-ci, les dotations versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au titre de l'APA, la PCH et les maisons départementales des personnes handicapées

(MDPH) progressent de 15,9%. En 2008, ces dotations se sont élevées à près de 2,27 milliards d'euros.

Ce poste des subventions et participations regroupent également le fonds départemental des personnes handicapées et le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI). Le FMDI a été abondé en 2008 à hauteur de 500 millions d'euros.

Les produits de fonctionnement progressant moins vite que les charges, l'**autofinancement** dégagé par les départements recule sensiblement en 2008 par rapport à 2007 (-11,1%).

## Investissement

### Investissement (départements)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
<b>Emplois d'investissement (hors dette)</b>	<b>12 925</b>	<b>14 207</b>	<b>+9,9</b>	<b>14 344</b>	<b>+1,0</b>
Dépenses d'équipement	7 763	8 329	7,3	8 535	+2,5
Subventions d'équipement versées	4 809	5 383	11,9	5 491	+2,0
Autres dépenses	353	495	40,4	319	-35,6
<b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b>	<b>3 240</b>	<b>3 212</b>	<b>-0,9</b>	<b>3 286</b>	<b>+2,3</b>
FCTVA	992	998	0,6	1 095	+9,7
Autres dotations et subventions	1 546	1 652	6,9	1 706	+3,2
Autres recettes (a)	702	561	-20,1	485	-13,6
Remboursements d'emprunts*	3 205	2 430	-24,2	2 405	-1,1
Emprunts*	4 143	3 844	-7,2	5 277	+37,3

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

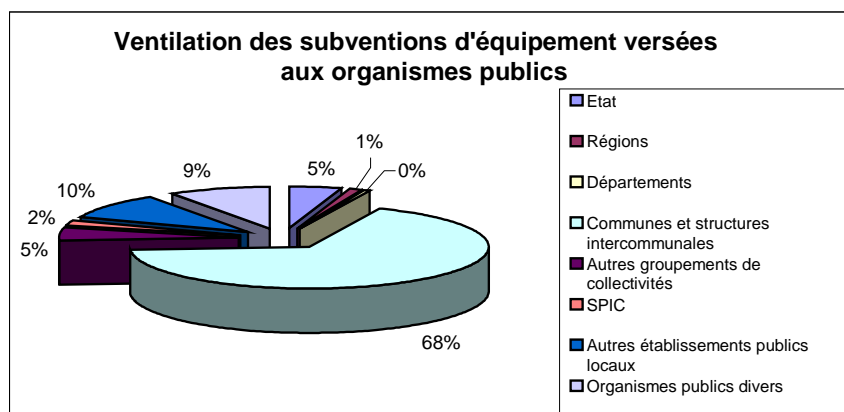
\* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Après la forte progression observée en 2007 (+9,9%), les **emplois d'investissement** stagnent à +1% en 2008 et atteignent 14,3 milliards d'euros.

Les **dépenses d'équipement** s'élèvent à 8,5 milliards d'euros, soit une progression de 2,5%. Le ralentissement de la progression de ces dépenses entre 2007 et 2008 s'observe plus particulièrement dans les secteurs des routes et voiries, mais également en matière d'environnement.

Les **subventions d'équipement versées** augmentent de 2%, après la forte progression constatée pour l'exercice précédent (+11,9%). Elles représentent 38% du total des emplois d'investissement hors dette avec 5,5 milliards d'euros.

Les subventions versées aux personnes publiques représentent 79% du total. Les communes et leurs groupements sont les premiers bénéficiaires de ces subventions.



Les **ressources d'investissement hors emprunt** progressent de 2,3%.

Parmi celles-ci, le **fonds de compensation de la TVA (FCTVA)**, calculé sur la base des investissements réalisés en N-2, progresse de 9,7% et s'établit à près de 1,1 milliard d'euros. Il découle de l'augmentation des dépenses d'équipement constatées en 2006.

Les **autres dotations et subventions** augmentent de 3,2%.

La **dotation départementale d'équipement des collèges** progresse de 1,8% pour atteindre plus de 326 millions d'euros en 2008.

## Equilibre financier global

### Equilibre financier global (départements)

en millions d'euros

	2006	2007	07/06 en %	estimations 2008	08/07 en %
<b>Dépenses totales*</b>	<b>58 346</b>	<b>62 004</b>	<b>+6,3</b>	<b>65 089</b>	<b>+5,0</b>
<b>Recettes totales*</b>	<b>58 933</b>	<b>61 392</b>	<b>+4,2</b>	<b>64 879</b>	<b>+5,7</b>
Charges de fonctionnement (1)	42 216	45 368	+7,5	48 340	+6,6
Produits de fonctionnement (2)	51 550	54 336	+5,4	56 317	+3,6
<b>Autofinancement (A) = (2)-(1)</b>	<b>9 333</b>	<b>8 968</b>	<b>-3,9</b>	<b>7 976</b>	<b>-11,1</b>
Emplois d'investissement (hors dette)	12 925	14 207	+9,9	14 344	+1,0
Ressources d'investissement (hors emprunts)	3 240	3 212	-0,9	3 286	+2,3
<b>Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)</b>	<b>939</b>	<b>1 414</b>	<b>n.s.**</b>	<b>2 872</b>	<b>n.s.**</b>

(\* ) hors refinancements et opérations de gestion de la dette - (\*\* ) non significatif

L'**autofinancement**, d'un montant de 7 976 millions d'euros, recule de 11,1% en 2008, les recettes n'augmentant pas dans les mêmes proportions que les dépenses.

La **capacité d'autofinancement** représente 14% des produits de fonctionnement, en retrait par rapport à 2007 (17%). En 2008, l'autofinancement entre dans le financement des emplois d'investissement à hauteur de 55,6% contre 63,1% en 2007 et 72,2% en 2006.

